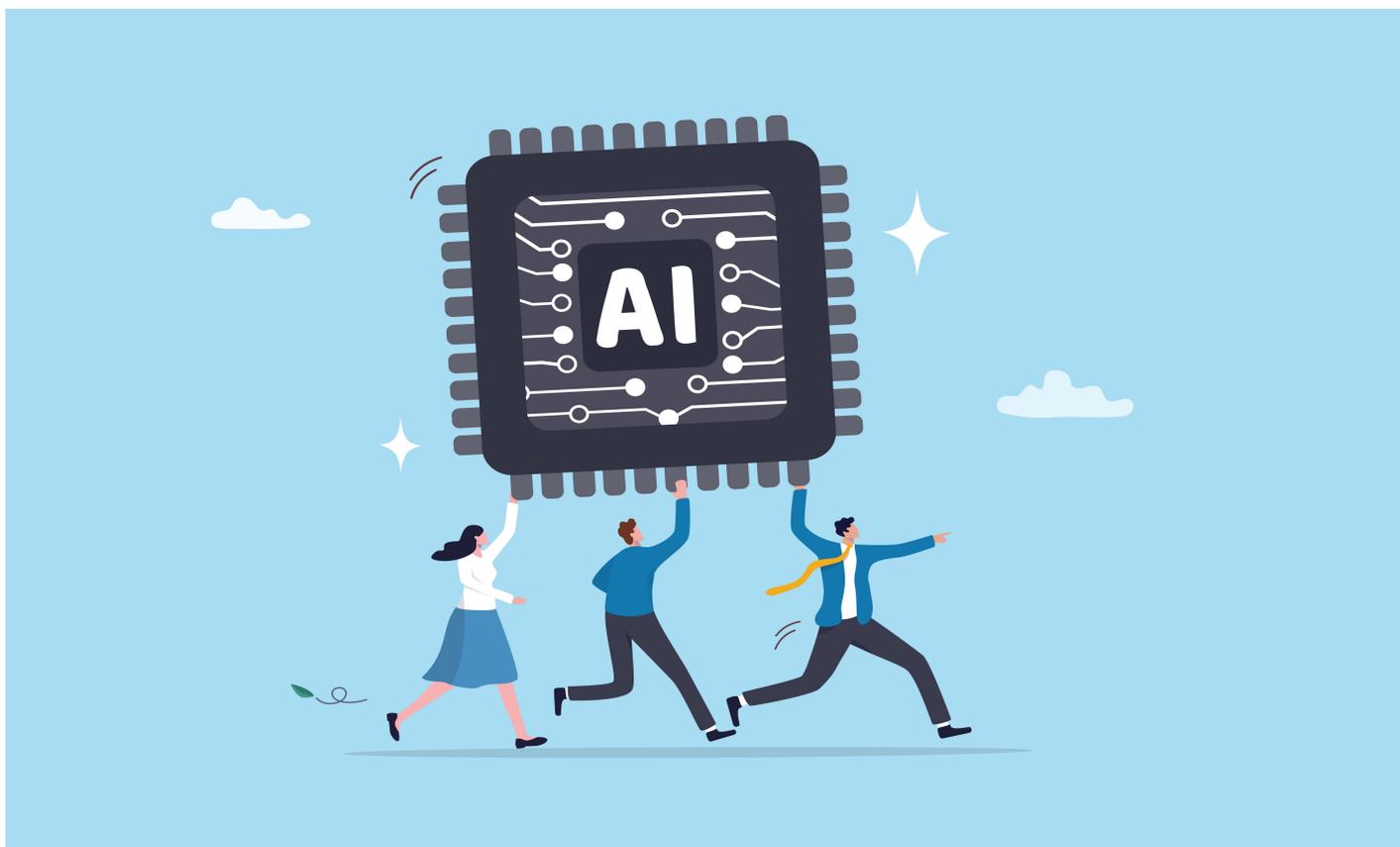




INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : POUR UN DIALOGUE SOCIAL À LA HAUTEUR D'UNE RÉVOLUTION



Depuis plusieurs années, l'intelligence artificielle intègre nos vies quotidiennes à bas bruit. Nous l'utilisons parfois sans le savoir sur nos smartphones. Sur internet, nous dialoguons avec des chatbots, elle vient aussi en soutien de la médecine en matière d'aide au diagnostic, etc.

Mais depuis quelques mois, avec l'émergence de l'IA générative, une accélération inédite est à l'œuvre.

L'IA ne transforme plus seulement nos usages : elle bouleverse désormais en profondeur le monde du travail. Cette transformation ne relève ni du futur, ni de l'abstraction : elle est en cours, elle est concrète, elle est massive, elle concerne tous les secteurs. Nous faisons face à la quatrième révolution industrielle. Elle pose une question centrale aux acteurs du dialogue social : comment garantir que cette nouvelle révolution industrielle ne sacrifie pas les travailleurs ni leurs droits sociaux ?

Car l'intelligence artificielle n'est pas une innovation "neutre". Elle est en capacité de restructurer les processus, bouleverser les hiérarchies, recomposer les métiers, automatiser la décision et fragmenter les responsabilités. Le rapport même au travail s'en trouve modifié. Et avec lui, la place de chacun dans l'organisation, la reconnaissance professionnelle, la santé mentale, l'autonomie, le sens.

Face à ces enjeux, l'UNSA appelle à faire de l'IA le sujet majeur du dialogue social de ce nouveau quart de siècle qui commence. Pas dans une logique défensive d'ajustement, mais dans une dynamique d'anticipation, de cadrage, et, disons-le clairement, de conquête sociale.

Le point d'entrée est clair : c'est le travail. Le travail réel, pas le travail fantasmé par les discours managériaux ou les prospectivistes. C'est à partir de l'analyse concrète des usages de l'IA sur les lieux de production que doivent se nouer les négociations collectives.

Non pas pour s'adapter à l'IA, mais pour en définir collectivement les conditions de son acceptabilité, de son utilité et, fondamentalement, de son humanité.

Aujourd'hui déjà, de très nombreuses entreprises déploient des agents d'intelligence artificielle générative dans leurs chaînes de production, leurs ressources humaines, leur relation client, etc. Cela interroge tout à la fois la qualité du travail, la déontologie, la protection des données, l'évaluation des performances, les rapports au pouvoir. Sans encadrement robuste, le déploiement de ces technologies crée de nouvelles zones grises dans le monde du travail, ce qui, pour l'UNSA, est inacceptable.

Au-delà de la suppression ou de la transformation des emplois, le déploiement de l'IA soulève plusieurs autres enjeux majeurs :

- **Le partage de la valeur** : l'IA est censée accroître la productivité et donc la création de valeur. Mais comment cette valeur sera-t-elle partagée ? Les travailleurs doivent pouvoir en bénéficier.
- **L'impact environnemental** : l'IA n'est pas immatérielle. Son fonctionnement consomme d'immenses ressources terrestres. Ainsi, la simple génération d'une image via l'IA tel que le fameux "starter pack" nécessiterait autant d'énergie que de charger à moitié un smartphone, et utiliserait entre deux et cinq litres d'eau, selon une étude de l'université Carnegie Mellon. Produire 1 000 images générées par l'IA reviendrait à parcourir 6,5 kilomètres en voiture à essence. Aussi peut-on imaginer une IA au service de la transformation écologique, plutôt qu'à son détriment ?
- **La protection des données** : l'IA questionne le stockage et l'utilisation non autorisée des données personnelles et collectives, la régulation de leur traitement, et la protection des droits d'auteur.
- **La question éthique** : l'IA soulève une question essentielle : quel modèle de société voulons-nous construire avec elle ? L'UNSA défend un modèle économique et social où l'humain a le dernier mot, où les technologies soutiennent — sans remplacer — le lien social, où l'automatisation valorise le travail sans en déposséder les travailleurs. Cela suppose non seulement des règles fortes, mais aussi une vigilance syndicale de chaque instant.



Pour toutes ces raisons, le dialogue social doit s'outiller, le dialogue social technologique doit devenir une réalité.

En effet, l'intelligence artificielle ne peut être abordée sans transparence, sans formation des représentants du personnel et des représentants syndicaux, sans droit à l'expertise, sans information préalable sur ses effets sur les emplois et les conditions de travail.

Le dialogue social technologique ne peut être cantonné au seul niveau de l'entreprise. Pour l'UNSA, l'IA doit être inscrite à l'agenda social de toutes les branches professionnelles. L'UNSA revendique par ailleurs qu'un grand plan national de formation numérique soit élaboré avec le concours des partenaires sociaux puis mis en place, de la formation initiale jusqu'à la formation continue. En effet, au-delà de l'acquisition de 'softs skills', dans ce nouveau monde, il faudra que les hommes et les femmes puissent savoir prompter autant que savoir lire et écrire !

En conclusion, l'intelligence artificielle ne doit pas devenir le nouveau cheval de Troie de la dérégulation. Elle doit au contraire être l'opportunité d'un nouvel âge du dialogue social : plus stratégique, plus offensif, plus structurant. Parce que ce qui se joue ce n'est rien de moins que l'équilibre entre innovation et justice sociale.



Guillaume TRICHARD,
Secrétaire général adjoint de l'UNSA